

Vers la gestion ouvrière

Le [rapport de nos camarades mineurs](#) et métallurgistes du syndicalisme libertaire suédois avait le mérite de poser certains problèmes sociaux d'un point de vue pratique, et, sans que nous approuvions nécessairement leurs solutions, d'une façon plus révolutionnaire que bien des déclarations doctrinales.

Le problème était de changer le statut d'une de ces grosses sociétés, d'économie mixte (partagée entre l'État et le Capital privé) comme il en existe tellement en France et dans les pays capitalistes modernes. Étant donné l'intérêt de l'entreprise pour l'économie nationale il n'était pas question de la transférer au capital privé mais à l'État.

À cela nos camarades, allant à l'encontre de tout le mouvement socialiste et communiste ont répondu: non – et par cela même ils étaient libertaires.

En effet, dans le monde contemporain la politique de tous les partis réactionnaires ou progressistes, sociaux démocrates ou fascistes, travaillistes ou stalinien, n'a tendu qu'à une chose: renforcer l'appareil économique de l'État.

Dans tous les pays les nationalisations ont été le mot d'ordre des partis de gauche comme la réalisation des gouvernements de droite. Chaque fois que l'État, en Russie comme en Angleterre comme en France, mettait la main sur un secteur de l'économie cela était présenté comme une victoire du seul État, c'est à dire de la bureaucratie dirigeante quels que soient les saints auxquels elle se voue.

La nationalisation peut être une victoire du grand Capital privé car il a toujours été entendu que les entreprises non rentables (nécessitant de trop gros investissements pour de trop petits profits) doivent être gérées par l'État. Ceci est à l'origine de la notion de Service Public qui sert à

légitimer l'existence de l'État. Alors qu'en réalité l'opération consiste à les porter aux frais généraux de la grande masse de la population et non plus du grand capital.

Mais ce n'était pas le cas pour les mines de fer de Laponie entreprise fructueuse. Le risque était simplement d'accroître le Capital d'État aux dépens du Capital privé. Soit: remplacer la peste par le choléra. Nous n'épiloguerons pas sur les mérites et démérites de chacun d'eux.

Quand un parti politique assiste à une nationalisation, au fond il se réjouit même s'il est dans l'opposition car il espère bien un jour gérer le tout avec l'État¹. Il a fallu attendre 10 ans après la guerre pour que le Parti Communiste Français, perdant espoir de remonter en selle constate par la plume de Thorez dans le bulletin destiné aux ouvriers de Renault, que la nationalisation de ces usines n'avaient aboutie au fond qu'à quelques «modifications dans la répartition du capital»..

Telle n'est pas l'attitude des libertaires qui n'ont aucune envie d'hériter de tout cela. Ils savent seulement que le plus puissant de tous les monopoles c'est le monopole d'État et le plus impuni car le seul qui se fasse passer pour l'intérêt général.

Or l'intérêt général tel que nous l'entendons n'est pas d'étendre le pouvoir d'une bureaucratie dirigeante, mais de permettre à chacun d'avoir un pouvoir direct sur les choses et de diriger effectivement sa vie.

Et l'«entreprise coopérative populaire» préconisée par nos camarades est la plus sûre étape sur le chemin d'une société libre étant considéré qu'en l'occasion il s'agit évidemment d'une réforme au sein du système capitaliste et étatiste, limitée pour l'instant à ce cadre.

Nous n'avons pas l'illusion de venir à bout du Capital ni de

l'État en espérant généraliser cette réforme. Nous savons qu'il faut plus: la révolution. Mais en attendant, cette réforme est un moindre mal et surtout rapproche beaucoup plus de la révolution que toutes les nationalisations d'U.R.S.S. ou d'ailleurs.

En effet le socialisme ne consiste pas à remettre les usines à un État qui se dit prolétarien ou populaire, mais aux travailleurs de cette usine. Le progrès social ne se situe pas simplement dans l'expansion du revenu national global, dans l'accroissement de la production et le perfectionnement technique (cela l'État l'obtient souvent mais par des mesures coercitives infiniment coûteuses et donc avec un moindre rendement que s'il n'était pas là.) Le socialisme ce n'est pas cela contrairement à ce que croient les technocrates des deux côtés du rideau de fer, le socialisme c'est avant tout la gestion ouvrière. Dans le cadre des sociétés actuelles la part est faible, mais cette véritable réforme vaut d'être obtenue car c'est le meilleur antidote à une bureaucratisation post-révolutionnaire. On ne peut tout arracher à l'État et notamment la propriété. Mais en fin de compte la propriété compte moins que la gestion: elle peut être transférée du jour au lendemain alors que la gestion ne s'improvise pas toujours. Et puis, la propriété est de plus en plus un droit théorique, masquant la véritable possession. Qu'importe-t-il qu'une usine appartienne à l'État, à une Régie nationale ou à une Société anonyme, qu'est-ce que cela change que cet État soit prolétarien ou cette société soviéto-étrangère? Ce qui compte c'est que les ouvriers soient maîtres de sa gestion et qu'ils gardent l'emploi du plus possible des bénéfices.

Or nos camarades suédois entendaient soustraire le maximum à l'État, puisque la direction qu'ils prévoyaient à l'entreprise comprenait une représentation des travailleurs supérieure à celle de l'Administration publique, cette dernière étant elle même répartie entre l'État à proprement parler, et les communes, certainement moins parasites et plus contrôlables

que l'État.

L'écueil dans cette direction est d'aboutir à «un groupe de capitalistes au sein de la classe ouvrière». C'est le danger des coopératives considérées comme une fin en elles-mêmes et menant à un «capitalisme collectif» fondé lui aussi sur le profit et finalement aussi désordonné, aussi contradictoire que l'autre² Solution à peine moins illusoire que la prétendue démocratie économique des vastes sociétés anonymes où chaque porteur d'action a théoriquement voix au chapitre; et où comme dans les démocraties le pouvoir effectif appartient à quelques gros politiques..

Cependant qu'on y prenne garde, le capitalisme du milieu du XX^e siècle est de moins en moins contradictoire en ce sens, car étant de moins en moins libéral et de plus en plus monopolisé il est à l'échelon de l'économie nationale progressivement fermée de plus en plus coordonné. L'Économie planifiée pouvait paraître révolutionnaire à Lénine mourant, il est peu d'État capitaliste qui aujourd'hui ne dispose d'un Plan d'État aussi détaillé que celui instauré par Trotsky.

Nous ne contestons pas la nécessité d'une planification centrale, nous déplorons seulement qu'elle s'opère à l'Ouest comme à l'Est au bénéfice de ceux qui en décident, aux bénéfices de la classe dirigeante.

Et dans le cadre actuel tout ce qui pourra être soustrait au centre sera autant de gagné pour les ouvriers.

Demeurant bien entendu que la révolution n'est pas plus le morcellement de l'économie en coopératives rivales qu'en la substitution de bureaucrates d'origine ouvrière à la bureaucratie existante. Mais au contraire dans l'extension de bas en haut, de la gestion ouvrière mise en place par les conseils ouvriers jusqu'à l'échelon coordinateur de l'économie. Solution opposée à celle adoptée définitivement par les bolchevistes russes à l'issue de la discussion sur les

syndicats de 1921.

Un autre inconvénient de toute extension partielle du système coopératif dans le cadre du capitalisme est celui de tous les «aménagements» à l'échelle de l'entreprise qui ont pour but d'intéresser le travailleur à son travail, de le faire participer à la vie de l'entreprise, C'est à dire d'en faire non plus un producteur malgré lui mais un esclave volontairement docile et consciencieusement intelligent. C'est le but de toutes les recherches de productivité, dépassant la simple élévation des normes. Il faut évidemment éviter d'aller dans le sens de cette création d'une hypnose sociale à l'américaine ou à la russe et qui tend à faire de l'ouvrier, attaché à son travail, un animal plus productif donc sur lequel il y a plus à gagner.

Ce danger existe encore dans une société coopérative où l'État participe à la direction et aux bénéfices, mais il est limité parce que les ouvriers restent seuls juges et seuls maîtres de leur capacité de travail.

Il faudrait aussi revenir sur les différences de salaires qu'avait aboli un moment la révolution russe et définitivement la révolution espagnole, et que nos camarades suédois pensent réduire mais non supprimer dans l'immédiat, concession de l'esprit libertaires aux coutumes d'une société de classes. Il faudrait aussi examiner les détails de nomination, de contrôle et d'utilité réelle des postes directeurs.

Mais dans l'ensemble la solution préconisée reste une des meilleures immédiatement réalisable et meilleure que toutes celles en ce moment réalisées.

Car les travailleurs sont maîtres de l'usine ce qu'ils ne sont nulle part dans le monde.

Car ils sont à l'abri des fluctuations du capitalisme privé: ce qu'ils ignorent à l'Ouest, tout en étant libre de quitter l'entreprise, ce qu'ils ignorent à l'Est.

Ils restent aux prises avec le grand fléau mondial: le
Capitalisme d'État.

Savigny